

américain. Cette politique a sans doute attiré l'attention de l'ancien monde, comme de celle de ce continent, et j'ose dire que cette politique sera maintenue, non seulement tant que le parti républicain gardera le pouvoir, mais quand même le parti démocrate reviendrait au timon des affaires. L'expérience de nos voisins a rendu le fait si évident, qu'il est impossible de former aujourd'hui aux Etats-Unis un parti qui oserait, après l'expérience du passé, changer entièrement cette politique. Il est très étrange que 300,000 jeunes canadiens quittent leur pays pour émigrer aux Etats-Unis, où existe une politique restrictive des plus prononcées. Comment l'honorable député explique-t-il ce problème ? Il n'y a pas ici, ni ailleurs, un comité qui puisse résoudre le problème qui préoccupe mon honorable ami.

Comment se peut-il que nos jeunes gens soient chassés du Canada, où il y a moins de protection, et poussés vers les Etats-Unis, où la protection est des plus fortes ? L'honorable député sait que l'industrie la plus importante de notre pays souffre aujourd'hui. Pourquoi ne donne-t-il pas la raison de cette stagnation ? Ce n'est pas à cause de la protection, mais parce que les fertiles terres à blé des Etats de l'ouest ont déprécié les terres usées de l'est. C'est à cause de la facilité avec laquelle le sol de nos provinces de l'ouest peut être cultivé, que la valeur des produits agricoles a diminué. Sans cela, nos terres des régions de l'ouest vaudraient aujourd'hui autant que jamais. Je demanderai à mon honorable ami, s'il peut démontrer, qu'au contraire le cas où nous ouvririons le marché canadien aux produits américains, nous obtiendrions au Canada les mêmes prix qu'aujourd'hui. Je défie les honorables députés de la gauche de prouver au pays, par des chiffres, que si nous abolissions les droits sur le maïs, le blé, l'avoine et autres produits des fermes américaines, les cultivateurs du Canada souriraient et auraient le gousset chargé d'or.

M. CHARLTON : Donnez-nous le comité.

M. HESSON : Nul comité ne peut remédier à cet état de choses. Je voudrais empêcher entièrement l'importation de l'avoine et du blé américains au Canada. Plus de 241,000 boisseaux d'avoine américaine ont été importés en entrepôt dans le port de Stratford, que j'ai l'honneur de représenter, et je prierai l'honorable député de se rappeler que si cette avoine n'avait pas été importée en entrepôt, elle aurait été vendue sur nos marchés, au lieu d'être exportée, comme aujourd'hui. Je demanderai à l'honorable député qui se pose en représentant des intérêts agricoles, s'il serait de l'intérêt de nos cultivateurs de permettre l'importation de cette avoine en franchise. J'ose dire qu'il n'aurait pas le courage d'aller dans une seule circonscription d'Ontario, essayer de prouver aux cultivateurs de l'ouest qu'il serait de leur intérêt d'inonder nos marchés du surplus des produits américains. Donnez-nous la protection dont ont besoin nos jeunes gens, et vous pouvez être sûrs qu'ils seront assez loyaux aux institutions canadiennes pour rester ici, et se créer un avenir dans notre pays. Ils établiront ici une nation forte, une population saine et intelligente. Mais mon honorable ami semble désirer qu'ils continuent à émigrer comme ils le faisaient jadis, sous le régime de ses amis.

Je puis dire à l'honorable député que, d'après ce que je connais des cultivateurs de l'ouest, tout en

reconnaissant que leur industrie leur rapporte moins qu'autrefois, ils sont assez sages pour comprendre qu'il leur serait absolument impossible d'obtenir les mêmes prix d'il y a quinze ou vingt ans, si le gouvernement admettait en franchise la farine et le blé américains. Ils comprennent que, lorsqu'on peut obtenir 160 acres d'excellente terre à la seule condition de les occuper, et avoir à proximité des chemins de fer pour exporter ses produits, nos cultivateurs de l'est, dont les terres valent \$50 à \$100 l'acre, ne peuvent rivaliser avec ces propriétaires par droit d'occupation pour la production des grains. Combien leur position serait aggravée alors, si l'on ouvrait les portes du pays aux cultivateurs américains. Cela ne s'applique pas seulement à nos cultivateurs, mais aussi à nos ouvriers.

Si vous détruisez une industrie, vous les détruisez toutes, et l'industrie agricole est la base de toutes les autres. Aucun comité ne peut résoudre cette difficulté. La seule chose qu'il reste à faire à l'honorable député, c'est d'obtenir des prix plus élevés sur les marchés étrangers et en Angleterre.

Quelques VOIX : Écoutez ! écoutez !

M. HESSON : Oui ; je sais parfaitement ce que les honorables députés ont dans l'esprit. Je sais qu'ils ont affirmé dans le pays que nous, députés de la droite, nous avions promis de faire obtenir aux cultivateurs des prix plus élevés.

Quelques VOIX : Écoutez ! écoutez !

M. HESSON : Nous n'avons jamais dit cela.

M. MILLS (Bothwell) : Oui, vous l'avez dit.

M. HESSON : Non ; nous avons dit que nous leur donnerions un marché indigène—que nous leur donnerions leur propre marché—le marché canadien. Ce serait le devoir de tout gouvernement. C'est notre devoir absolu ici, à nous qui légiférons dans l'intérêt du peuple canadien, de garder notre propre marché pour nos ouvriers et nos cultivateurs.

M. MILLS (Bothwell) : Comme la mouche du coche.

M. HESSON : Lorsque ces honorables messieurs avaient le pouvoir, ils étaient comme la mouche du coche, et le peuple s'en souvient, et il sait que s'ils étaient encore au timon des affaires, la même chose aurait lieu, et qu'ils laisseraient aller le pays à la ruine, au lieu d'adopter une politique propre à favoriser ses intérêts. Je ne refroidirai pas aujourd'hui la chambre en citant des chiffres pour démontrer l'état de cette question, mais j'en aurai peut-être l'occasion plus tard.

Les honorables députés de la gauche disent que cette politique chasse nos jeunes gens du pays. Elle ne les enlève certainement pas à l'agriculture, car ils n'ont pas besoin d'émigrer dans l'espoir de trouver à l'étranger mieux qu'ici. Si l'on compare Ontario avec huit des meilleurs Etats de l'Union, on verra que, d'après les chiffres recueillis par le bureau de statistique de Washington et celui d'Ontario, la moyenne du rendement par acre, au Canada, a été de \$18, contre \$15 dans les meilleurs Etats américains, y compris l'Etat de New-York. Voilà pour les intérêts agricoles. Mon honorable ami sait que dans les Etats de l'Est, les industries agricoles ont été virtuellement ruinées ; que les fermes sont abandonnées, que des milliers d'acres sont incultes, et que l'on peut acheter maintenant de bonnes terres pour le quart de ce qu'elles

M. HESSON,